



Communiqué FSU, FNEC-FP FO, CGT Educ'Action et SNALC de l'académie de Versailles
du 15 février 2022

L'ensemble des organisations syndicales siégeant au CTA de l'académie de Versailles, vous a fait la demande d'un groupe de travail sur l'écriture de la circulaire académique concernant le mouvement intra-départemental dans le premier degré. Vous avez refusé d'accéder à cette demande, tout comme à celle formulée par le SNES-FSU d'un GT sur la circulaire intra pour le 2d degré et les LDG carrières par exemple. Nous ne manquerons pas d'informer la profession de vos décisions.

Ce refus systématique s'inscrit dans un contexte d'exclusion des organisations syndicales, donc des personnels qu'elles seules représentent, des opérations concernant les carrières et la mobilité de ces derniers.

Un Groupe de travail n'est pas uniquement un outil de communication de l'administration mais bien un lieu où la parole des personnels doit être entendue et prise en compte.

En refusant de siéger au CTA de ce jour, les organisations syndicales FSU, FNEC-FP FO, CGT Educ'Action et SNALC dénoncent cette décision et demandent à ce que soient prises en compte les demandes des personnels. Elles dénoncent le refus systématique de l'administration de convoquer des GT sur les LDG quand ils sont portés par les OS. Ce choix de prendre appui sur la loi de transformation de la fonction publique pour exclure au maximum les représentants des personnels et donc ces derniers des opérations les concernant est inacceptable. Les Organisations syndicales FSU, FNEC-FP FO, CGT Educ'Action et SNALC. rappellent leur demande d'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique et le rétablissement du paritarisme, seul garant du respect de l'ensemble des personnels et d'une fonction publique au service de l'ensemble de la population.

Par ailleurs, après la grève historique du 13 janvier, et la situation chaotique dans les écoles, établissements scolaires, services, les organisations syndicales dénoncent le fait que les revendications des personnels ne sont toujours pas entendues au plan national comme au plan académique. Nous soutenons toutes les initiatives - y compris la grève, dans les Hauts-de-Seine notamment - décidées par les personnels contre les suppressions de classes, d'heures, de postes de personnels enseignants et non-enseignants, pour la création des postes nécessaires, pour le rétablissement du baccalauréat national. Nous exigeons que toutes les délégations qui le demandent soient reçues.